

# GHT de la Haute-Saône

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Pouvoir adjudicateur :**

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

**Objet du marché :**

**Réhabilitation de l'aile MIROUDOT à l'EHPAD « Griboulard »  
Villersexel 70 100**

**Procédure n° 25.45 :**

**Marché passé en application du Code de la Commande Publique**

Marché de travaux passé selon une procédure adaptée (MAPA)  
Articles R 2123-1, R 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique

**Date limite de remise des plis :**

**Le 14 novembre 2025 à 12h00**

**REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE**

**Visite OBLIGATOIRE pour les lots n° 01 et 07 et visite recommandé pour les autres lots  
Vendredi 31 octobre 2025 à 14h00 avec inscription préalable**

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme  
dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

# SOMMAIRE

<b>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC ET REFERENTS</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER	3
<b>CHAPITRE II – DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
ARTICLE 4. OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 5. DESCRIPTION DU MARCHE	4
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION	7
ARTICLE 7. LIEUX DE LIVRAISON / D’EXECUTION	7
ARTICLE 8. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	7
ARTICLE 9. AVANCES, RETENUE DE GARANTIE ET ACOMPTES	8
<b>CHAPITRE III – PRIX ET REGLEMENTS</b>	<b>10</b>
ARTICLE 10. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	10
ARTICLE 11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
ARTICLE 12. TITULAIRE ETRANGER	12
<b>CHAPITRE IV – DELAIS ET MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS ET SUIVI</b>	<b>12</b>
ARTICLE 13. DELAIS	12
ARTICLE 14. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	14
ARTICLE 15. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
ARTICLE 16. EVOLUTION REGLEMENTAIRE	16
ARTICLE 17. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	16
ARTICLE 18. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	16
ARTICLE 19. PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME EXECUTION DES TRAVAUX	16
ARTICLE 20. REALISATION DES TRAVAUX	18
ARTICLE 21. RECEPTION ET MISE A DISPOSITION	21
ARTICLE 22. DELAI DE GARANTIE	24
ARTICLE 23. ASSURANCES	26
ARTICLE 24. PENALITES	27
ARTICLE 25. RESILIATION DU MARCHE	30
ARTICLE 26. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	30
ARTICLE 27. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	30
<b>CHAPITRE VII – DEROGATIONS AU CCAG</b>	<b>31</b>

## Chapitre I – Acheteur Public et Référents

### Article 1. Type d'acheteur public

---

Etablissement public de santé.

### Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

---

Nom du pouvoir adjudicateur	: Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Représentant du pouvoir adjudicateur	: Madame Alexandrine KIENTZY-LALUC
Adresse	: 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet	: <a href="http://www.GH70.fr">http://www.GH70.fr</a>
Adresse du profil d'acheteur	: <a href="https://www.marches-publics.gouv.fr/">https://www.marches-publics.gouv.fr/</a>

### Article 3. Référents du dossier

---

Référent administratif du dossier	: Monsieur Ahmed BENCHIHEB, Responsable de la Cellule des Marchés Publics Groupe Hospitalier de la Haute-Saône Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Référent technique du dossier	: Monsieur Mustapha CHAOUICHE - Ingénieur travaux Monsieur Luc ROUBEZ - Ingénieur Maintenance Entretien Bâtiment Groupe Hospitalier de la Haute-Saône Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Référent Maîtrise d'œuvre	: Maîtrise d'Architecture, Mandataire : 6, Place de la Loi - 25110 BAUMES-LES -DAMES
Référent Bureau de Contrôle Technique	: - Monsieur Kamel GHEMARI, SOCOTEC : 30D, Rue du Gal Leclerc – 90 000 BELFORT
Référent Coordonateur Sécurité Système Incendie	: Maîtrise d'Architecture, Mandataire : 6, Place de la Loi - 25110 BAUMES-LES -DAMES
Référent Coordonateur Sécurité et Protection de la Santé	: - Monsieur Kamel GHEMARI, SOCOTEC : 30D, Rue du Gal Leclerc – 90 000 BELFORT

## Chapitre II – Dispositions générales

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du GHT de la Haute-Saône, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (1 CH, 3 hôpitaux de proximité et 13 EHPAD)
- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

### Article 4. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux nécessaires à la réhabilitation de l'aile Miroudot partie intégrante de l'EHPAD « Griboulard » à Villersexel.

Les travaux portent sur plusieurs volets :

- désamiantage des locaux (chambres, circulations, salle à manger, etc...) selon le rapport amiante avant travaux,
- création de désenfumage sur les niveaux RDC et R+1 avec un local désenfumage dans les combles pour l'extraction
- réfection de 19 chambres avec aménagement de salle de bain dans les actuels sanitaires des chambres,
- création d'une salle de bain commune au RDC
- création d'un bureau et d'un espace stockage dans la salle d'animation
- création d'un espace de cuisine collaborative pour les résidents dans la salle d'animation,

Les travaux de réfections sont majoritairement des travaux de second œuvre (peinture, électricité, faux-plafonds, menuiserie,) sur une surface au sol d'environ 500 m<sup>2</sup> sur 2 étages permettant la réhabilitation de 19 chambres accueillant 19 résidents.

Et, les travaux structurants portent sur le désenfumage et le désamiantage sur lesquelles une vigilance particulière devra être apporté en lien avec la rigueur du cadre réglementaire.

### Article 5. Description du marché

#### 5.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input checked="" type="checkbox"/>	Prestations intellectuelles : <input type="checkbox"/>
--	---	---	--

#### 5.2. Forme du marché

Cette consultation est instruite sous la forme d'une procédure adaptée selon les articles R2123-1 ; R2123-4 ; R2123-5 du Code de la commande publique.

Le marché est un :

- Accord cadre à « bons de commande »  
Avec **un minimum<sup>(1)</sup>** en valeur ou quantité  
Avec **un maximum<sup>(2)</sup>** en valeur de **1 000 000 € HT**  
☒ Mono-attributaire

- |   |   |
|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non            |
| <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non            |

☐ Multi-attributaires

- Marché à tranches
- Marché réservé
- Concession

☐ Oui ☒ Non  
☐ Oui ☒ Non  
☐ Oui ☒ Non

### 5.3. Allotissement

Marché alloti : ☒ Oui ☐ Non

Les dispositions relatives à l'allotissement figurent aux articles L2113-10 à L2113-11 et R. 2113-1 à R. 2113-3 du Code de la commande publique.

Le marché se décompose en 07 lots :

N° Lot	Intitulé	Estimations MAXIMUM du lot (€ H.T.)
1	Desamiantage	108 000
2	Démolition	55 000
3	Menuiseries extérieures	190 000
4	Doublage – cloison – peinture - plafond	104 000
5	Revêtements de sols souples - Faïence	60 000
6	Electricité	143 000
7	Chauffage – ventilation - sanitaires	340 000

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Les lots sont traités séparément mais ne sont pas scindables. Chaque soumissionnaire pourra présenter une offre pour un, plusieurs lots, ou pour la totalité des lots. Un candidat pourra se voir attribuer un ou plusieurs lots. Il est rappelé que les candidats n'ont pas la possibilité de présenter des offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles d'être attribués.

### 5.4. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Code CPV	Description
45111000-8	Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier
45421000-4	Travaux de menuiserie
44316500-3	Serrurerie
45410000-4	Travaux de plâtrerie
45442100-8	Travaux de peinture
45324000-4	Travaux de pose de plaques de plâtre
45432130-4	Travaux de revêtements de sols
45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
45330000-9	Travaux de plomberie

### 5.5. Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

- |  |   |   |
|--|---|---|
| • Variantes obligatoires                               | <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| • Variantes facultatives                               | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non            |
| • Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non            |
| • Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives | <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

*Le détail des variantes et prestations supplémentaires eventuelles (PSE) se trouve dans le dossier technique de chaque lot.*

### 5.6. Quantités prévisionnelles

Sans objet.

### 5.7. Etendue du marché

Le montant pour l'ensemble des prestations à réaliser est estimé à **1 000 000,00 € HT**, dont le détail par lot figure à l'article 5.3 Allotissement du présent CCAP Travaux.

L'estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70.

### 5.8. Groupement d'entreprise

Les groupements entre plusieurs candidats sont autorisés :

- Soit un groupement solidaire
- Soit un groupement conjoint.

Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement habilité par les autres membres du groupement.

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

☒ Oui ☐ Non

En qualité de membres de plusieurs groupements.

☒ Oui ☐ Non

Afin d'assurer la bonne exécution du marché, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône se réserve le droit de transformer un groupement conjoint en groupement solidaire à la signature du marché.

Conformément aux articles R. 2142-25 et R. 2342-12 du CCP l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Le prestataire, qu'il soit unique ou en groupement, devra réunir les compétences pluridisciplinaires en lien avec l'objet du marché.

### 5.9. Sous-traitance

Le candidat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations en application de l'article L 2193-3 du CCP.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## 5.10. Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le GH 70 se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## Article 6. Durée du marché et reconduction

La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est de **7 mois**, dont le mois de préparation, à compter du moins de **janvier 2026**.

## Article 7. Lieux de livraison / d'exécution

Les travaux seront exécutés sur le site de :

Etablissement	Adresse du site
EHPAD de Villersesel « Aile MOIROUDOT »	441 rue du 13 Septembre 1944 – 70 110 VILLERSEXELL

## Article 8. Pièces contractuelles du marché

Les documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessous.

### 8.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe (annexe financière) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières commun à tous les lots, et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières pour chaque lot ;
- Le mémoire technique présenté par le titulaire dans son offre ;

## 8.2. Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur. Ce document général non joint est réputé connu du titulaire du marché. Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé, le(s) titulaire(s) sera soumis aux dispositions du CCAG Travaux en vigueur.

## 8.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché

### 8.3.1 Notification

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie de l'acte d'engagement par voie dématérialisée via la plateforme PLACE. La notification transforme la consultation en marché et le candidat en titulaire.

### 8.3.2 Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au GH70, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le GH70 ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

## Article 9. Avances, retenue de garantie et acomptes

---

### 9.1. Avances

Une avance sera accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Le titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance (point B4 de l'ATTRI 1).

### 9.2. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera prélevée dans les conditions prévues aux articles L.2191-7 et R. 2191-32 à 35 du code de la commande publique.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire, pendant toute la durée du marché, par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

La garantie à première demande doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte et vaut pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

### 9.3. Acomptes et paiements partiels

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire au fur et à mesure de l'avancement.

#### 9.3.1 Les états d'acompte périodique :

Les projets de décompte sont obligatoirement présentés par le Titulaire suivant la forme prescrite par le maître d'œuvre, adressés au maître d'œuvre sous format informatique.

Ils devront être présentés à la fin de chaque mois. A défaut ceux-ci pourront être reportés au mois suivant.

Les études et travaux sont payés à terme échu, selon une périodicité mensuelle, après validation de l'état d'avancement des prestations par la maîtrise d'œuvre et la production de l'état d'acompte.

Les factures dématérialisées adressées au GH70 devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le Groupement Hospitalier de la Haute-Saône en tant que destinataire de la facture : 26700661700109
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure. Le code service qui figure sur le bon de commande doit être celui pour Chorus : 0206 – Réhabilitation vestiaires communs Vesoul.

Les sommes dues au(x) Titulaire(s), seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes accompagnées des justificatifs nécessaires.

Au jour de la consultation, et conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est le taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, **majoré de 8 points de pourcentage.**

**L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève, quant à elle, à 40 euros.**

Le taux des intérêts moratoires sera celui en vigueur au moment de l'exigibilité du règlement.

Le paiement du solde doit intervenir dans les mêmes conditions à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de publication de l'index de référence permettant la révision du solde ou date de réception par la personne chargée de la gestion du marché du projet de décompte.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, le maître d'ouvrage fait ordonnancer, dans les délais prévus au deuxième alinéa, les sommes qu'il a admises. Le complément est ordonnancé, le cas échéant, après règlement du désaccord, ce complément donne lieu à des intérêts moratoires au profit du Titulaire.

Toutefois, si le maître d'ouvrage est empêché du fait du Titulaire ou d'un de ses sous-traitants, de procéder à une opération nécessaire au règlement, les délais sont suspendus pour une période égale au retard qui en est résulté.

### **9.3.2 Le Décompte général et définitif :**

Après achèvement des travaux, l'entrepreneur transmettra son projet de décompte final établi suivant les dispositions du C.C.A.G. Travaux, à l'exception d'une réception avec ou sous réserve (voir ci-dessous).

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3 et 13.4 CCAG Travaux, en cas de réception avec ou sous réserves, la transmission du projet de décompte final par le titulaire ne peut s'opérer qu'une fois les réserves de réception levées. Cette transmission déclenche les délais fixés au C.C.A.G. Travaux.

Le maître d'œuvre établira, au vu du projet de décompte final établi par l'entrepreneur, le projet de décompte général suivant les dispositions du C.C.A.G.

Après signature du projet de décompte général par le représentant de l'acheteur, celui-ci le notifiera au titulaire suivant les dispositions du C.C.A.G.

Après signature par le titulaire, le décompte général deviendra le décompte général et définitif (DGD) du marché.

Le paiement du solde intervient dans le délai de 50 jours à compter de la réception du décompte général et définitif par le représentant de l'acheteur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3 et 13.4 CCAG Travaux, dans le cas où le représentant de l'acheteur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés au présent article et que

l'ouvrage a été réceptionné sans réserve, le titulaire notifie au représentant de l'acheteur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé.

Le représentant de l'acheteur notifie le décompte général au titulaire dans un délai de 60 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé. Passé ce délai, si le représentant de l'acheteur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux, le représentant de l'acheteur n'est pas tenu de notifier au titulaire le montant des révisions de prix dans le délai de 10 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

## Chapitre III – Prix et règlements

### Article 10. Contenu et caractère des prix

#### 10.1. Forme des prix

La monnaie du marché est l'EURO.

#### 10.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation, aux pièces détachées, aux essais de bon fonctionnement, à l'hébergement et au déplacement.

Les prix sont unitaires.

Le DPGF se trouve en annexe de l'acte d'engagement.

Chaque candidat indiquera le prix hors taxe et le prix toutes taxes comprises.

#### 10.3. Détermination et actualisation des prix

Les prix sont réputés fermes, ils sont actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'est écoulé entre la date de la remise de l'offre et la date de début des travaux.

Conformément à l'article 9.4 du CCAG-Travaux, le coefficient d'actualisation est fixé par avenant à partir de l'index TP, diffusé par l'INSEE, correspondant à la nature des travaux qui font l'objet du marché. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La formule mise en oeuvre est la suivante :

$$\text{Prix actualisé} = \text{prix initial} \times (\text{indices ou index à la date de début d'exécution des prestations} - 3 \text{ mois}) / (\text{indices ou index de la date de fixation du prix dans l'offre})$$

### Article 11. Modalités de règlement des comptes

#### 11.1. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

La facture devra comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Date de la facture ;

- Référence du marché ;
- Numéro de la commande ;
- Désignation de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Montant net HT de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Le montant net TTC de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Les montants nets totaux HT et TTC de la facture.

La facturation est à terme échue.

## 11.2. Transmission des factures

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée**, **Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin **de transmettre vos factures sous forme dématérialisée**.

L'utilisation de ce portail devient **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1er janvier 2017, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos factures. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des factures émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

### Dématérialisation des factures pour le Groupe Hospitalier de la Haute Saône

Vos factures dématérialisées adressées au GHT 70 devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera **Groupe Hospitalier de la Haute-Saône** en tant que destinataire de la facture : **267 006 617 00109**

° Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

0206	Service technique et grands travaux
------	-------------------------------------

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors du GHT 70, sont imputables au seul contractant.

Tout paiement sera fait par le comptable assignataire du GHT 70 :

**Trésorerie des établissements hospitaliers de la Haute-Saône (TEHHS)**  
**Groupe Hospitalier 70**  
**2 rue René Heymès**  
**70 000 VESOUL Cedex**

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution de la prestation, si celle-ci lui est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues au titulaire.

## Article 12. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

## Chapitre IV – Délais et Modalités d'exécution des prestations et suivi

### Article 13. Délais

#### 13.1. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé par le planning d'exécution joint au dossier.

Le délai d'exécution part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et comprend :

- La durée de la période de préparation (études, programme d'exécution, installations de chantier) et de réalisation des travaux
- La durée légale du temps de travail hebdomadaire et les congés payés,
- Un (1) jour d'intempérie prévisionnelle par mois de travaux, si justifié
- Le délai de nettoyage général final,
- La marche à blanc des installations techniques,
- Les essais et mises au point,
- La réception des ouvrages,
- Le délai de repliement des installations de chantier.

Les garanties contractuelles complètent ces délais et sont exposées ci-après.

##### 13.1.1 Planning d'exécution

Le délai d'exécution s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au planning d'exécution joint au présent dossier de consultation.

##### 13.1.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire dans le cadre du planning d'exécution des travaux définie au chapitre 13-.1

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation de l'acheteur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.

Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, la maîtrise d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial, éventuellement modifié comme il est indiqué ci-dessus, est notifié par ordre de service au titulaire.

## 13.2. Prolongation du délai d'exécution

En cas de survenance d'un cas exposé ci-dessous, les coûts directs seront pris en charge par le maître d'ouvrage à l'exception des frais d'immobilisation, des installations, matériels, équipements et personnel d'encadrement et de chantier sauf en cas de survenance d'une cause légitime qui lui serait imputable.

Les délais d'exécution seront prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle l'évènement aura perturbé l'exécution du marché.

### 13.2.1 Intempéries

En vue de l'application éventuelle du 2.3 de l'article 19 du C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, par année de travaux, est fixé à 1 jour par mois de travaux. Toute prolongation des délais de réalisation intègre cette journée d'intempérie par mois de travaux.

Les Jours d'Intempérie seront déclarés le jour même de leur survenance par le Titulaire à la maîtrise d'ouvrage. Une fois la franchise ci-dessus purgée, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée, à la condition expresse que ces conditions neutralisent toute possibilité de réalisation des travaux :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Gel	Température inférieure à -2°C pendant plus de trois heures consécutives durant les heures normales de travail de l'entreprise
Pluie	Supérieure à 10 mm sur la durée des heures normales d'une journée de travail de l'entreprise
Vent	Supérieur à 60 km/h pendant 2 heures consécutives
Neige	2cm d'épaisseur sur la durée des heures normales d'une journée de travail de l'entreprise

### 13.2.2 Force majeure

Les cas de force majeure susceptibles d'avoir une influence sur le délai désignent tout évènement extérieur, irrésistible et imprévisible, tels qu'admis par les juridictions judiciaires et administratives. Ils sont contractuellement complétés par :

- de mauvais fonctionnements ou arrêts de distribution dus aux concessionnaires de service public et à l'établissement (alimentations en fluides),
- les injonctions administratives ou judiciaires ayant pour conséquence ou pour effet de suspendre ou arrêter la totalité des travaux, sauf si les injonctions administratives ou judiciaires sont prononcées à la suite d'une faute ou d'une négligence imputable au Titulaire ou aux entreprises qu'il a sélectionné pour réaliser les travaux.

Si l'une des parties invoque la survenance d'un cas de force majeure, elle le notifie immédiatement à l'autre partie, en précisant la nature de l'évènement, la ou les conséquence(s) en résultant ou susceptible(s) d'en résulter. La partie qui invoque un évènement de force majeure doit prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations.

La partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

### 13.2.3 Cause légitime de retard

Désigne une cause légitime de retard au sens du présent marché, un événement présentant de façon cumulative les caractéristiques suivantes :

- Indépendance de la volonté des parties,
- Imprévisibilité lors de la conclusion du marché et dont les effets à ce moment ne pouvaient être raisonnablement prévus,
- cas de force majeure,
- d'un commun accord entre les parties, sont considérés comme cause légitime de retard les seuls événements suivants :
- la découverte d'engins explosifs et de vestige de guerre,
- les décisions prises par une autorité administrative ou judiciaire de suspendre ou d'arrêter les travaux réalisés en exécution du présent marché pour une cause non imputable au Titulaire, Toute prolongation du délai de réalisation sera notifiée par courrier du maître d'ouvrage.

## Article 14. Obligations générales du titulaire

---

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à maintenir une qualité constante dans la réalisation des prestations.

### 14.1. Obligation générale

Les soumissionnaires devront fournir tous les documents attestant de leur qualité professionnelle, de leur autorisation à exercer, de leur numéro d'agrément.

Pour le cas où ils seraient amenés à sous-traiter une partie de leur prestation, les soumissionnaires seront tenus de fournir le numéro d'agrément de leur sous-traitant.

### 14.2. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le GH70 de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire, ...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

**Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.**

Le paiement des factures sera suspendu tant que le GH70 ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant ou certificat administratif.

### 14.3. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

### 14.4. Assurance

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le GH70 en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

### 14.5. Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le GH70 s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

## Article 15. Protection des données à caractère personnel

---

### 15.1. Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service définis dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » est le pouvoir adjudicateur.

Les données à caractère personnel traitées sont les données relatives aux établissements qui comportent des données sur les noms, prénoms, coordonnées des interlocuteurs susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché.

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont lecture, écriture, transmission, suppression, interrogation, élaboration de statistiques. Enfin les finalités de ce traitement sont les formalités nécessaires au présent marché.

### 15.2. Obligation du sous-traitant

Conformément au RGPD le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;

- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ; - Signaler immédiatement toute fuite de données.

## Article 16. Evolution réglementaire

---

Le titulaire s'engager à appliquer sans délai, toutes les évolutions réglementaires qui pourraient survenir en cours d'exécution du marché.

## Article 17. Modification du marché public

---

Clauses de réexamen de contrat :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Les équipements dans le cadre du marché pourront évoluer par rapport aux quantités figurant à l'annexe du présent CCAP.

## Article 18. Modification du marché public

---

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des différents sites du GHT 70.

Il couvre la responsabilité résultant des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

## Chapitre V – Exécution des travaux - Réception des ouvrages - Garantie - Assurances

## Article 19. Période de préparation – Programme exécution des travaux

---

### 19.1. Période de préparation – Programme exécution des travaux.

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution des travaux global qui sera contractualisé en début d'exécution. Sa durée maximale est de 1 mois à compter de la mise en exécution du marché.

Sa durée est décomptée à compter de la date de la réception de l'ordre de service de démarrage des travaux- Il est procédé, au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du C.C.A.G.Travaux, aux opérations suivantes :

Par les soins du titulaire :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus au 1er et 2ème alinéa de l'article 28-2 du C.C.A.G.-Travaux.
- Établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris

cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 20 jours à compter du début de la période de préparation.

- Établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage des éventuelles adaptations souhaitées sur le programme d'exécution des travaux joint au DCE, dans le délai de 15 jours à compter du début de cette période ; toutefois, la maîtrise d'ouvrage n'a aucune obligation d'intégrer ces demandes de modifications ;
- Établissement du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;

#### **Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :**

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 941159 du 26.12.94 modifié.
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, 21 jours avant le début des travaux.

## **19.2. Plan exécution Notes de calculs Etudes de détail**

Le titulaire doit calculer et définir, sous son entière responsabilité, tous les éléments utiles à la parfaite réalisation et à la bonne tenue des ouvrages qui lui sont confiés, et doit établir, à ses frais, toutes les notes de calculs, tous les plans liés à l'exécution (Plan d'atelier et de chantier à minima) nécessaires en phase chantier.

**Les plans d'exécution des ouvrages (Plans d'atelier et de chantier)** et les spécifications techniques détaillées résultant des procédés constructifs ou techniques, marques et types retenus par le titulaire, sont à la charge du titulaire, avec les notes de calcul et études de détail, et sont soumis au visa du maître d'ouvrage avant tout commencement d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Les spécifications techniques détaillées sont établies par l'entrepreneur et soumises avec les notes de calcul correspondantes à la validation du maître d'ouvrage.

Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Les notes de calculs et études de détail soumis par l'entrepreneur à l'approbation du maître d'ouvrage sera effectuée suivant les modalités définies lors de la phase de préparation de chantier

La cellule de synthèse a pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Elles traduisent par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

La cellule de synthèse est coordonnée par le titulaire.

Les entreprises intervenants pour le titulaire sont convoquées et sont tenues d'être présentes et d'assurer les rendus demandés par la maîtrise d'ouvrage dans les délais impartis. A défaut, le titulaire fera l'objet des pénalités prévues dans le présent CCAP.

### 20.1. Préparation des travaux

#### 20.1.1 Programme exécution

Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des travaux précise la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution.

Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires devra être validé par le CSPS, et la maîtrise d'ouvrage.

#### 20.1.2 Coordination des tâches.

Le programme d'exécution indique les dispositions prévues par le mandataire du Titulaire pour assurer la coordination des tâches lui incombant.

Le programme d'exécution des travaux est notifié au maître d'ouvrage, son assistant bureau d'étude dix jours au moins avant le début des travaux.

#### 20.1.3 Gestion de la qualité.

Pour obtenir la qualité requise des ouvrages, dans le cadre éventuel du programme d'exécution prévu ci-dessus, le Titulaire prend les dispositions utiles en matière notamment :

- d'organisation ;
- de contrôles exercés par le Titulaire ou pour son compte, sur ses propres actions, ou de traçabilité du suivi des travaux et de traçabilité des matériaux dont il a la charge et des résultats ;
- de modes de communication avec les autres acteurs du chantier.
- Les résultats du contrôle sont adressés par le Titulaire au maître d'ouvrage, son assistant.

#### 20.1.4 Registre de chantier.

L'ensemble des documents émis ou reçus par le titulaire concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le titulaire dans un registre de chantier signé contradictoirement par le mandataire.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

### 20.2. Organisation sécurité et protection santé des travailleurs

#### 20.2.1 Installation à réaliser par le titulaire.

Les installations de chantier sont réalisées par le titulaire conformément aux pièces écrites et plan d'installation de chantier.

L'installation de chantier comprendra notamment :

- Les baraquements, installations de chantier, installations communes d'hygiène établies en étroite collaboration avec le Coordonnateur S.P.S. (vestiaires, sanitaires, réfectoire...),
- Une salle de réunion disposant de tables, de chaises et d'armoires pour accueillir 20 personnes, et sera équipée d'un téléphone et d'une connexion à internet.
- Ces bungalows seront raccordés aux réseaux d'eau, d'assainissement, d'électricité, de téléphone. Ils seront éclairés et chauffés.

Y seront mis à disposition de la maîtrise d'ouvrage, du bureau d'étude, du bureau de contrôle, du Coordonnateur SPS, et des visiteurs occasionnels des casques de chantier et des chaussures de sécurité. Leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les installations de chantier devront être conformes aux plans d'installation établis pendant la période de préparation. Elles sont en outre conformes aux dispositions légales et réglementaires notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Ces installations, leurs accès et les accès chantier feront l'objet d'un entretien suivi à la charge des entreprises titulaires de marché.

#### **20.2.2 Dégradation des voies publiques, espaces privés**

Les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies précitées sont entièrement à charge du titulaire.

#### **20.2.3 Garde du chantier en régie générale et en cas de défaillance**

La responsabilité de la garde du chantier et des risques qui en découlent sont à la charge du titulaire.

L'une des 3 conditions devra être mise en œuvre :

- Gardiennage du chantier 24h/24h ;
- Système anti intrusion ;
- Clôture intégrale et balisage du chantier ;

En cas de défaillance du Titulaire ou de mesure ci-dessus inadaptée, et après avis motivé du CSPS, la Maîtrise d'ouvrage peut sans mise en demeure préalable faire procéder à la garde du chantier par un tiers.

Les frais résultants feront l'objet de réfections à l'euro-l'euro sur les situations présentées par le Titulaire.

Cette prise en charge cessera dès lors que la prestation du tiers pourra être arrêtée, sur la base de l'engagement du Titulaire à mettre en œuvre les mesures nécessaires, après validation du CSPS.

#### **20.2.4 Emplacements mis à disposition pour déblais.**

Le titulaire met à demeure (avec enlèvement périodique) des bennes à ordures durant la totalité du chantier pour l'évacuation des gravats et autres déchets. Il fournira au Maître de l'ouvrage copie des P.V. de destruction des matériaux ou équipements pour lesquels ces documents sont obligatoires.

Le titulaire a en charge le nettoyage permanent du chantier et des abords, ainsi que des voiries internes au site et les voies publiques empruntées par les intervenants de travaux pour accéder au chantier (réfection si nécessaires). Il doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution totale des travaux.

Le titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage.

Les dépôts de déchets sur le chantier sont interdits en dehors des emplacements prévus à cet effet. Le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Outre l'application des pénalités prévues dans ce présent CCAP, en cas de péril dans le bon fonctionnement de l'établissement ou en cas d'urgence notamment liée à l'image de l'établissement, la Maîtrise d'ouvrage peut sans mise en demeure préalable faire procéder aux opérations de nettoyage par tout entrepreneur de son choix. Les frais résultants sont supportés par les entreprises titulaires du marché.

#### **20.2.5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier. *Principes généraux***

La nature et l'étendue des obligations qui incombent aux intervenants en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « Coordonnateur S.P.S ».

#### ***Autorité du Coordonnateur S.P.S.***

Le Coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'ouvrage, son assistant, et le Titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination

qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le Coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

### **Moyens donnés au Coordonnateur S.P.S.**

#### **1 - Libre accès du Coordonnateur S.P.S.**

Le Coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier. **2 - Obligations du Titulaire**

Le Titulaire communique directement au Coordonnateur S.P.S. :

- les P.P.S.P.S.,
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du C.I.S.S.C.T.,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats,
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le Coordonnateur,
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Le Titulaire informe le Coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet,
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le Coordonnateur S.P.S. A la demande du Coordonnateur S.P.S., le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Tout différent entre le Titulaire et le Coordonnateur S.P.S. est portée à connaissance du Maître de l'ouvrage.

### **Obligations du Titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

### **Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

### 20.2.6 Signalisation de chantier

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique et les voies internes au site, qui sont considérées comme de la voirie publique, sera réalisée dans les conditions suivantes :  
Le panneau de chantier comportera (avec logos en couleur) les noms, les adresses et les numéros de téléphone de chacun des intervenants :

- La Maîtrise d'ouvrage,
- L'Assistant du Maître d'ouvrage,
- Le Coordonnateur S.P.S.,
- Le Contrôleur Technique,
- Les organismes publics concourant à l'opération,
- Les membres du groupement Titulaire du marché de travaux.

Le plan du panneau de chantier sera soumis au Maître d'ouvrage avant exécution et sera implanté en concertation avec le Maître d'ouvrage.

La signalisation du chantier sur la voie publique, compris voies internes, ainsi que des éventuelles déviations de la circulation, sera réalisée par le Titulaire conformément au règlement urbain de la zone.

Un plan des accès, des circulations des véhicules et piétons du site sera produit, validé et affiché autant de fois que nécessaire.

## Article 21. Réception et mise à disposition

---

### 21.1. Réception

#### 21.1.1 Procédure de réception

L'opération projetée pourra faire l'objet de réceptions partielles suivant le phasage.

#### *Lors de chaque phase de réception :*

Le Titulaire avise le Maître de l'ouvrage par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés où le seront.

**Les opérations préalables à la réception des ouvrages seront organisées par la maîtrise d'ouvrage** auront lieu dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné cidessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

Si le Titulaire dûment convoqué n'est pas présent ou représenté à la date fixée, cette absence est constatée et les opérations préalables à la réception sont effectuées par le maître d'œuvre en présence du maître d'ouvrage.

**A défaut de la fixation de cette date par le maître d'ouvrage**, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration du délai de trente jours susmentionnés. Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés,
- les épreuves éventuellement prévues par le marché,
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie,
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux,

- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.
- La réalisation d'un audit prestations réalisées et la fourniture d'une attestation de conformité de l'ouvrage au regard du dossier technique.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par le Maître d'ouvrage, et par le Titulaire.

Si le Titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au Titulaire. Dans le délai de 30 jours suivant la date du procès-verbal, le Maître d'ouvrage fait connaître au Titulaire s'il prononce la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il retient, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

Si de telles épreuves, exécutées pendant les délais de garantie décrits au présent CCAP, ne sont pas concluantes, la réception est rapportée (annulée).

S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Maître de l'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le Titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois mois.

La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévu ci-dessus. Lorsque la réception est assortie de réserves, le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes **dans le délai prescrit par la maîtrise d'ouvrage avec un maximum de 30 jours.**

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, les pénalités prévues au présent CCAP seront appliquées et le Maître de l'ouvrage pourra les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse durant 10 jours minimum.

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Maître de l'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au Titulaire une réfaction sur les prix.

Si le Titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

### **Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

La mise à disposition d'une partie des ouvrages peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

#### 21.1.2 Documents à remettre lors de la réception

- Guides de conduite comportant les instructions complètes et détaillées pas à pas des différentes séquences de mise en marche, de régulation et d'arrêt, dans tous les cas de conduite pouvant se présenter, y compris toutes les procédures de marche dégradée,
- Guides d'entretien comportant les instructions complètes d'entretien et de fonctionnement des installations avec en particulier :
  - Les périodicités de remplacement des principales pièces,
  - Les cadences d'intervention,

- La liste des matériels indiquant sous forme de tableau : marques, types, références, coordonnées postales et téléphoniques des fournisseurs,
- **Fiche particulière indiquant les mesures d'urgence à prendre en l'absence du spécialiste pour les principales pannes.**
- Dossier de fin de marché (D.O.E.) comportant :
  - Les données de base,
  - La description des installations,
  - La nomenclature des équipements, leurs repères et toutes les valeurs de réglages initiaux,
  - Les notices techniques descriptives **et d'entretien des fabricants des équipements**,
  - Les certificats de conformité,
  - Le cahier de réception où seront consignés tous les PV de résultats des essais, - Un dossier de maintenance.

Le Titulaire adaptera le format des fichiers remis pour que leur lecture et leur exploitation par le système existant **au service technique du Maître d'ouvrage soit directe** :

- **Les plans conformes à l'exécution,**
- **Les plans de l'établissement mis à jour concernés par le projet,**
- Schémas électriques et de régulation complétés des renseignements suivants : section, diamètres, puissances, nomenclature des matériels, réglages initiaux, etc.,
- Liste par armoire ou coffret de toutes les informations (alarme - fonctionnement - arrêt, etc.), Dans chaque local technique, le Titulaire aura disposé :
- Le schéma électrique dans une poche spéciale équipant chaque armoire électrique,
- Le schéma de régulation plastifié à afficher **à proximité de l'armoire électrique,**
- Les instructions claires avec schéma **pour la conduite et l'entretien des installations.**

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues dans le présent CCAP  
Les documents seront remis en nombre suffisant aux différents intervenants :

- **2 exemplaires de l'ensemble des documents, dont 1 en format papier et 1 sur format informatique en versions dwg, pdf, xls et doc pour le Maître d'ouvrage,**
- 2 exemplaires papier et 1 exemplaire informatique pour l'assistant bureau étude
- 1 exemplaire papier et 1 exemplaire informatique pour le contrôleur technique,
- 1 exemplaire papier et 1 exemplaire informatique pour le CSPS.

### **21.1.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage**

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

Le titulaire a le droit de suivre les travaux non compris dans son marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du maître de l'ouvrage.

Il peut faire des réserves, s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que ces travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au maître d'œuvre.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé. Le présent marché fait l'objet de travaux réalisés par phase décrite dans le présent dossier de consultation, il est donc prévu une mise à disposition de locaux en fin de chaque phase.

## Article 22. Délai de garantie

---

### 22.1. Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un an à compter de chaque réception partielle, éventuellement prolongé sur la base des **dispositions de l'article 44.2**.

Le Titulaire s'engage donc à mettre en œuvre une garantie générale d'un an à compter de la réception des ouvrages, et devra notamment :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise identifiés lors de la réception,
- Remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage en cours de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Ces désordres doivent être levés dans le délai prescrit **par la maîtrise d'œuvre ou à défaut**, dans un délai de 20 jours calendaires à compter de leur constat. A défaut, les pénalités exposées au présents CCAP s'appliqueront.

- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément au CCAP,
- **Remettre au maître d'ouvrage les plans** des ouvrages conformes à l'exécution, dans les mêmes conditions que la remise des DOE, dossiers de maintenance

Si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés ci-dessus ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, pour tout vice de construction identifié en cours de garantie, le délai de garantie peut être prolongé par décision unilatérale du Maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le Titulaire ou qu'elle le soit par une entreprise tierce.

Les travaux effectués au titre de cette garantie sont eux-mêmes garantis un an à compter de la date de leur achèvement.

### 22.2. Garantie de bon fonctionnement

Cette garantie couvre les désordres affectant le bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert.

Cette garantie est d'une durée de 2 ans.

### 22.3. Garantie décennale

La garantie décennale suivant définition couvre la réparation des dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination.

Le Titulaire est responsable de plein droit de ces désordres, c'est-à-dire automatiquement, envers le maître ou l'acquéreur de l'ouvrage, des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination.

Cette garantie est d'une durée de 10 ans.

## 22.4. Garanties particulières

### *Dommmages aux tiers*

Pendant une durée de 10 ans après la réception, le Titulaire pourra être appelé en garantie par le maître d'ouvrage pour des dommages consécutifs aux travaux, dont un tiers lui demande réparation.

### *Garanties particulières des peintures extérieures, et enduits extérieurs*

Le Titulaire garantit, outre l'usure ou des désordres jugés normaux par un expert, la bonne tenue du système de peinture et / ou enduits ainsi que leur aspect pendant un délai de 5 ans, à partir de la date d'effet de la réception.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations, reprises ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, ou des supports, en application des critères et dans les termes définis par le C.C.T.P.

### *Garanties particulières d'étanchéité*

Le Titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité de tous les ouvrages pendant un délai de 5 ans à partir de la date de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une mauvaise conception des ouvrages, d'une défectuosité de produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

### *Garanties particulières des espaces verts*

Les sujets végétaux et gazons feront l'objet de travaux de parachèvement jusqu'à leur réception. Cette réception sera constatée au plus tôt pour les gazons à la deuxième tonte suivant l'ensemencement et pour les végétaux au plus tard le 1 novembre de l'année suivant la période de plantation.

La réception est prononcée à l'issue de ces travaux lorsque les exigences de réussite fixées au fascicule 35 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux sont atteintes (C.C.T.G. relatif aux travaux neufs et d'entretien des aménagements paysagers, des aires de sport et de loisirs de plein air). Cette date constitue le début du délai de garantie de parfait achèvement du marché ou du lot concerné.

Le délai de garantie est de deux ans à compter des dates de réception correspondantes (gazons, plantations, systèmes d'arrosage etc.). Durant cette période l'entrepreneur réalise les travaux de confortement nécessaires au bon développement des plantations et ensemencements figurant au marché. Le coût et la nature de ces prestations devront apparaître de manière explicite et séparée dans les documents contractuels (y compris les modalités de règlement).

### *Garanties particulières de programmation et de réglages*

L'entrepreneur garantit le Maître d'ouvrage contre tout défaut de réglage des installations ou éléments d'installations de génie électrique, etc. Pendant un délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants et s'engage à procéder aux travaux de réglage et d'équilibrage des réseaux sur simple demande du Maître d'ouvrage.

### *Autres*

Suivant clauses spécifiques éventuellement prévues dans les CCTP

Le Titulaire devra être assuré pour un montant couvrant le **montant de l'opération TTC**.

En cas de sinistre visant directement, indirectement ou de quelque manière que ce soit la responsabilité du Titulaire, celui-ci s'engage à ne pas opposer le montant de sa franchise au Maître d'ouvrage.

Les **polices d'assurances** de chaque entreprise prévoiront que toute indemnité versée à ce titre au Maître d'ouvrage soit réglée en T.T.C.

Les **attestations d'assurance** devront être produites en début d'exécution de marché, à chaque début d'année calendaire et sur sollicitation de la maîtrise d'ouvrage dans un délai d'un mois à compter de la demande.

### 23.1. Absence ou insuffisance de garanties

Toute surprime appliquée par les assureurs du Maître d'ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un intervenant ou d'un fabricant, d'une absence de qualification professionnelle reconnue, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause, est automatiquement mise à la charge du Titulaire, lequel s'engage à la régler au maître d'ouvrage dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

En outre, au vu des attestations d'assurances fournies par le Titulaire, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger une augmentation des plafonds ou une extension des garanties des intervenants si l'ouvrage objet du marché nécessite des garanties plus élevées ou plus étendues.

Faute par le Titulaire ou les sous-traitants de justifier des assurances auxquelles ils sont tenus, et du paiement régulier des primes, sur simple notification du maître de l'ouvrage à tout moment de l'exécution des ouvrages, leur marché sera résilié de plein droit à leurs torts exclusifs.

### 23.2. Assurance de responsabilité civile

Chaque entreprise, doit justifier d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil, garantissant les tiers pendant et après les travaux pour les conséquences pécuniaires de dommages de toute nature, corporels, matériels et immatériels causés aux biens et personnes par accident, incendie, explosion, eau et vol dans le cadre de leur activité professionnelle. Chaque entreprise doit justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de ses cotisations et ce, au moyen d'attestations précises. Les assurances en responsabilité civile travaux étant en général renouvelables par tacite reconduction, les entreprises doivent justifier à chaque date anniversaire de son marché, de son assurance en responsabilité civile travaux.

Il est bien précisé ici à toutes fins utiles que la réception des travaux par le Maître d'ouvrage ne fera jamais obstacle à ce que le Titulaire puisse être appelé en garantie par ce dernier notamment si sa responsabilité civile professionnelle venait à être recherchée et / ou engagée suite à la réclamation d'un tiers du fait de dommages découlant de l'exécution du présent marché.

Cette police d'assurance de responsabilité civile devra comporter les minimums de garantie définis ci-après :

Pendant la durée des travaux et / ou après leur réception :

- dommages corporels 8.000.000 € (sans franchise)
- dommages matériels 3.000.000 €
- dommages immatériels 1.500.000 €

Le Maître d’Ouvrage appellera donc le Titulaire en garantie pour tout dommage qu'il subirait lui-même et/ou dont un tiers lui demanderait réparation du fait de tout acte du Titulaire ou des travaux et/ou prestations qu'il a réalisées .

### 23.3. Assurance Dommage ouvrage

Le Titulaire est informé que le maître d’ouvrage souscrira une assurance dommages ouvrage.

### 23.4. Assurance responsabilité civile

Le Titulaire du marché doit, conformément à la loi du 4 janvier 1978 (reprise dans les articles 1792 et suivants du code civil et les articles L-241-1 et suivants du code des assurances) souscrire un **contrat d’assurance** la couvrant pour la responsabilité pouvant être engagée sur le fondement de la prescription établie par les articles 1792 et suivants et 2270 du code civil.

Le Titulaire doit fournir à la date réglementaire d’ouverture de chantier (date communiquée par le maître de l’ouvrage et qui correspond à l’ouverture du chantier) une attestation qui justifie qu’elle a souscrit un **contrat d’assurance en garantie décennale** la couvrant pour la totalité des prestations comprises dans le marché.

Si les travaux comportent des activités spéciales ou l'utilisation de procédés, de matériels ou de matériaux non agréés ou n'entrant pas dans le cadre normal des contrats d'assurances, les Entreprises concernées doivent justifier que les dispositions de leur contrat sont adaptées aux particularités du risque à courir.

**En cas de changement d’assureur en cours de chantier, l’assuré doit continuer à déclarer l’ensemble des éléments concernant ce chantier et notamment le montant des travaux, avenants, ordres de services de travaux supplémentaires, à l’assureur initial qui restera tenu à la garantie toute la période de la garantie décennale.**

### 23.5. Véhicules

Sur toute réquisition, les titulaires, cotraitants et sous-traitants doivent pouvoir justifier des assurances souscrites pour leurs propres véhicules ou ceux loués pour la réalisation des travaux

## Chapitre VI – Différends et litiges

### Article 24 Pénalités

Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du maître d’ouvrage et/ou de la maîtrise d’oeuvre. Les pénalités décrites ci-dessous sont indépendantes de tout préjudice réellement subi par le maître d’ouvrage et ne sont pas libératoires. L’application des pénalités ne fait pas obstacle à l’application des mesures coercitives prévues par ailleurs.

L’application d’une pénalité consécutive au non-respect d’un délai intermédiaire pourra avoir un caractère définitif, indépendamment du respect du délai global d’exécution du marché.

Sur décision de la maîtrise d’ouvrage, le produit du montant des pénalités citées ci-après vient en atténuation de la rémunération du mandataire ou du cotraitant jugé responsable de la défaillance. L’application peut se réaliser au choix du maître d’ouvrage par réfaction sur les situations suivant l’infraction ou par application finale sur le DGD.

Les pénalités appliquées par tranches (24h, jours etc...) sont applicables dans leur totalité dès le début d'une tranche.

### **24.1. Pénalités pour retard dans la remise de documents et/ou d'échantillon**

Une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard sera appliquée dans le cas de :

- Retard dans la production des documents (plans, note de calcul, pièces écrites, attestations d'assurances conforme au montant de l'opération...) réclamés par comptes rendus, email ou courrier par le Maître d'oeuvre, le Contrôleur technique, le Coordonnateur S.P.S., la Maîtrise d'ouvrage ou son Assistant,
- Non présentation d'échantillons, de prototypes, etc.

### **24.2. Pénalités pour retard dans les délais d'exécution**

Le Titulaire subira, par jour calendaire de retard dans l'exécution de chaque prestation définie dans le planning d'exécution contractuel ou décrite dans un Compte rendu de réunion de chantier édité par la maîtrise d'oeuvre, sans mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de :

- 200 € par jour pendant les 15 premiers jours calendaires de retard par dérogation à la fraction journalière mentionnée à l'article 19 du C.C.A.G. – Travaux
- 300 € par jour pendant les 30 jours calendaires suivants par dérogation à la fraction journalière mentionnée à l'article 19 du C.C.A.G. – Travaux
- 500€ par jour à compter du 46e jour de retard calendaire.

### **24.3. Pénalités pour absences aux réunions**

Une réunion hebdomadaire de suivi de chantier sera organisée, réunissant à minima la Maîtrise d'oeuvre (missions EXE, DET et OPC) et le Titulaire. Les autres intervenants, notamment cotraitants et/ou sous traitant de l'entreprise seront convoqués suivant les besoins.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission, la Maîtrise d'oeuvre organisera régulièrement des réunions et y convoquera les entreprises qu'elle jugera concernées (réunion cellule de synthèse, réunion technique, etc.) Enfin, le Maître d'ouvrage pourra à sa diligence convoquer l'ensemble des participants à des réunions de suivi extraordinaires, suivant les besoins (réunion technique spécifique, réunion de planification, etc.)

En cas d'absence à ces réunions ordinaires ou extraordinaires, les intervenants dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150 € par absence.

### **24.4. Pénalités pour non respect des conditions d'hygiène et de sécurité**

Une pénalité forfaitaire de 100 € par infraction sera appliquée dans le cas de :

- non respect des clauses du P.G.C.
- non respect des observations du Coordonnateur S.P.S,
- demande de nettoyage des voiries laissée sans suite pendant plus de 24 heures.

### **24.5. Pénalités pour retard dans la remise de documents pour le DUIO, DOE et dossiers de maintenances**

Les plans, documents techniques et éléments de calculs nécessaires à l'élaboration du D.I.U.O. à fournir au fur et à mesure de l'avancement du chantier, devront être remis au Coordonnateur S.P.S. au plus tard dans un délai de 15 jour calendaire à compter de la réception.

En cas de retard, une pénalité égale à 150 € par jour calendaire de retard et par document sera retenue sur les sommes dues au Titulaire.

Le DGD ne pourra être réglé tant que les DOE ne seront pas remis.

## **24.6. Pénalités pour retard dans la levée des réserves**

Dans le mois suivant la réception des ouvrages, ou la notification de la réserve en cours de garantie, si le Titulaire n'a pas remédié aux imperfections ou malfaçons dans les délais indiqués dans la déclaration de la réserve, le Titulaire se verra imputer une pénalité de 80 € par jour et par réserve non levée, dans la limite d'un plafond de 400 € par jour.

## **24.7. Pénalités pour retrard dans la levée des désordres de garantie de parfait achèvement GPA**

Tout désordre identifié en cours de garantie de parfait achèvement (GPA) doit être levé dans les délais indiqués en article 12 du présent CCAP. A défaut, le Titulaire se verra imputer une pénalité journalière de 80 € par désordre non levé, dans la limite d'un plafond de 400 € par jour.

## **24.8. Pénalités pour intervention d'un sous-traitant non déclaré**

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité forfaitaire de :

- 500 € pour la première sous traitance non déclarée
- 1 000 € pour la deuxième sous traitance non déclarée
- 2 000 € pour les sous traitances non déclarées suivantes

Ces pénalités seront accompagnées de l'interdiction immédiate d'accès au chantier du sous traitant occulte.

Il est précisé qu'une sous traitance occulte s'entend comme une absence de présentation d'un sous-traitant, non remise du PPSPS ou absence de visite d'inspection commune.

## **24.9. Pénalités pour repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai global d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 5 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire, après mise en demeure préalable restée infructueuse durant plus de 2 jours en cas de perturbation du fonctionnement de l'établissement et de 5 jours dans les autres cas, sans préjudice d'une pénalité de 1000 € par jour calendaire de retard.

## **24.10. Pénalités pour non production d'attestations d'assurance**

A défaut de produire les attestations référencées en Article 13 - du présent CCAP dans les délais prescrits par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire se verra imputer une pénalité de 200€ par jour calendaire.

## **24.11. Pénalités pour non maintien de la propreté sur le chantier et ses abords**

Le refus de l'entrepreneur d'obtempérer aux injonctions du Maître d'oeuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de 150 € TTC par jour calendaire.

## **24.12. Cumuls des pénalités**

Toutes les pénalités citées ci-avant sont cumulables entre elles.

## Article 25 Résiliation du marché

---

En cas d'incident grave ou répété ou plus généralement, constatant le défaut des obligations contractuelles de l'attributaire du présent marché, susceptibles d'engager la qualité ou la sécurité de la prise en charge des patients ou affectant les personnels des structures, le GH70 pourra résilier, sans indemnités, le présent marché après avoir invité le titulaire à présenter des explications dans un délai approprié. En ces termes, le CCAG travaux s'appliquera de plein droit.

## Article 26 Exécution aux frais et risques du titulaire

---

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés, le GH70 pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

## Article 27 Droit applicable et tribunal compétent

---

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

**Tribunal Administratif de Besançon,**

30 Rue Charles Nodier,

25000 BESANCON

Tel 03.81.82.60.00

Fax : 03.81.82.60.01

Mail: [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr)

L'Organe chargé des procédures de médiation est :

**Le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des litiges**

Préfecture de Meurthe-Et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Erignac,

54038 Nancy Cedex

Tel : 03-83-34-25-23

Fax : 03-83-34-22-24

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel : depuis le début la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;

- référés contractuels : après la signature du contrat dans un délai de 31 jours à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L551-13 et suivants du code de justice administrative) ;

- recours en contestation de validité exercé par tout tiers ou concurrent évincé, introduit dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment la publication d'un avis d'attribution.

Le cas échéant, ce recours pourra être assorti d'un référé-suspension (article L521-1 du code de justice administrative).

## Chapitre VII – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-travaux auxquels il est dérogé	Objet
Article 8	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces du marché
Article 15	Article 19	Pénalités
Article 9.3.2	Article 13.3 et 13.4	Décompte général et définitif
Article 17	Article 42.6 et 50.3.1	Exécution aux frais et risques du titulaire

